

Ministry of Agriculture, Rural Development and Fisheries

الديوان
خليفة الاتصال



Press review
مجلة الصحافة



Minister's activities



Agriculture

M. Oualid reçoit une délégation de la province chinoise de Henan



ALGER- Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu, lundi, une délégation de haut niveau de la province de Henan (République populaire de Chine), conduite par la vice-gouverneure de la province de Henan, Mme Zhang Min, avec laquelle il a examiné les voies de renforcement de la coopération dans le secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur de Chine en Algérie, les deux parties "ont salué les relations historiques privilégiées unissant les deux pays ainsi que la volonté politique commune de consolider le partenariat et la coopération bilatérale, dans les domaines économique et commercial, en particulier l'agriculture et les industries agroalimentaires", précise le communiqué.

A cette occasion, les deux parties ont passé en revue les opportunités de coopération et de partenariat ainsi que les moyens de les concrétiser à court et moyen termes, à travers le renforcement des échanges commerciaux.

Dans ce contexte, Mme Zhang Min a exprimé l'intérêt de la province de Henan pour l'importation de produits algériens reconnus pour leur haute qualité, afin de répondre aux besoins du marché chinois et des marchés voisins, notamment à la faveur des exonérations tarifaires accordées par la Chine aux pays africains.

Les deux parties ont également évoqué les perspectives de coopération dans les domaines des technologies agricoles, de l'agriculture intelligente, de l'importation et de la fabrication de matériels agricoles, de la réalisation d'infrastructures de stockage des céréales, ainsi que du développement des industries agroalimentaires, selon la même source.

A cette occasion, les opérateurs économiques algériens ont été invités à participer au Salon international de l'agriculture, du matériel agricole et de l'industrie agroalimentaire, qui se tiendra en octobre prochain dans la province de Henan.

Cet événement constituera une opportunité pour faire connaître les produits algériens, échanger les expertises et les expériences, et établir des partenariats entre les opérateurs économiques dans les domaines liés au secteur agricole.

Par ailleurs, un projet de convention a été proposé entre l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRA) et une université de la province de Henan, dans le but de développer le partenariat en matière de recherche agronomique, notamment en ce qui concerne la production de semences améliorées et résistantes, selon le communiqué du ministère.

La province de Henan est l'une des plus grandes économies régionales du pays, avec un PIB dépassant les 900 milliards USD.

De plus, Henan est considérée comme l'une des principales régions agricoles de Chine, avec une production annuelle de céréales qui dépasse les 65 millions de tonnes.

Ministerial activities

DERKAOUI BENYUCEF, DG DE LA SOCIÉTÉ AGRODRIVE

«Notre vocation est de faciliter l'accès au matériel agricole»

Dans cet entretien, Derkaoui Benyucef, DG d'AgroDrive SPA, revient sur le rôle de l'entreprise dans la modernisation du secteur agricole, son engagement dans la campagne moisson-battage et les perspectives de développement visant à renforcer la sécurité alimentaire nationale.

Entretien réalisé par A. Hamiche

Pouvez-vous nous présenter les principales missions d'AgroDrive et la place qu'elle occupe aujourd'hui dans l'écosystème agricole national ?

Le président de la République a ordonné la création de la Coopérative de la mécanisation agricole et du Conseil national de la mécanisation. À travers ces structures, il affirme la volonté de l'État de doter le pays d'outils efficaces et durables pour soutenir ses filières stratégiques. La Coopérative représente le bras opérationnel de cette vision, avec une mission claire, rapprocher le matériel moderne du producteur et répondre aux besoins réels des campagnes. AgroDrive SPA est l'une des entreprises phares issues de cette dynamique nationale. Elle s'inscrit pleinement dans le cadre des orientations du Conseil national de la mécanisation agricole, placé sous l'autorité du Premier ministre. AgroDrive se projette résolument vers l'avenir. Dans les trois prochaines années, l'entreprise atteindra 2.650 salariés, contribuant significativement à la création d'emplois qualifiés, au transfert de compétences et au développement socio-économique des régions. Dans le cadre de sa stratégie de développement et de renforcement de ses capacités opérationnelles, AgroDrive a signé un contrat avec PMAT, filiale du groupe AGM. Ce partenariat prévoit, dans un premier temps, l'acquisition de 331 machines agricoles modernes, puis, dans une deuxième phase, l'acquisition de 1.850 tracteurs agricoles et leurs matériels d'accompagnement.

Il y a eu aussi d'autres contrats...

AgroDrive a signé un contrat portant sur l'acquisition de 331 moissonneuses-batteuses avec PMAT. À ce jour, 120 machines ont déjà été livrées et les livraisons se poursuivent conformément au calendrier prévu. Un contrat a également été conclu pour l'acquisition de 400 tracteurs de moyenne et grande puissances. Cette première phase est d'ores et déjà engagée et les livraisons sont en cours. Pour la deuxième phase, notre objectif est d'atteindre un parc de 1.800 tracteurs et 1.200 moissonneuses-batteuses, afin de renforcer les capacités de mécanisation agricole. Cet engagement permettra d'élargir l'offre de services et de répondre aux besoins des agriculteurs. La vocation d'AgroDrive est de lever les obstacles d'accès au matériel agricole en mettant à la disposition des producteurs un parc d'équipements modernes, performants et adaptés aux besoins du terrain. Son action ne se limite pas à la céréaliculture, elle couvre l'ensemble des cultures stratégiques, notamment les cultures maraîchères, industrielles, fourragères, oléagineuses, sucrières, ainsi que l'arboriculture et la viticulture. Par des formules de location et des prestations de services intégrées, l'entreprise soutient toutes les filières prioritaires et s'impose comme un relais opérationnel majeur de la transformation technologique de l'agriculture algérienne.

Justement comment AgroDrive accompagne-t-elle la campagne moisson-battage ?

La campagne moisson-battage 2026 a illustré de manière concrète cette capacité d'intervention rapide et coordonnée. AgroDrive a déployé ses moissonneuses-batteuses dans six unités à fort potentiel agricole, mobilisant ainsi l'ensemble de ses moyens humains et matériels au service des exploitants. À l'issue des opérations dans les régions du Sud, les machines sont transférées vers les wilayas du Nord afin d'assurer une continuité des récoltes et une utilisation optimale des équipements à l'échelle nationale, sans temps mort ni immobilisation superflue. Le modèle repose sur une organisation mobile et réactive, pensée pour s'adapter aux décalages naturels des calen-



driers de récolte selon les régions. Une fois les opérations achevées dans le Sud, l'ensemble du parc est redéployé vers les plaines céréalières du Nord, au plus près des zones de production, dans des délais maîtrisés. Cette méthode assure une disponibilité optimale des équipements au moment opportun, limite les pertes post-récolte souvent liées aux retards d'intervention, et améliore sensiblement la collecte du blé dur, du blé tendre et de l'orge, contribuant ainsi directement aux objectifs de sécurité alimentaire nationale.

Sous quelles modalités mettez-vous le matériel à disposition des agriculteurs ?

Nous avons fait le choix d'un modèle fondé exclusivement sur la location et les prestations de services. Ce positionnement permet aux agriculteurs de s'affranchir du poids des investissements initiaux, tout en évitant les contraintes liées à l'obsolescence, à l'entretien et à la gestion technique du matériel. Le producteur peut ainsi concentrer ses ressources sur l'essentiel : la valorisation de sa terre et l'amélioration de son rendement. Chaque mise à disposition s'accompagne de la présence d'équipes techniques spécialisées, chargées d'assurer une exploitation efficace et continue des machines sur le terrain. Ce suivi de proximité garantit la performance des opérations et la pérennité des résultats. À travers son engagement, AgroDrive confirme son rôle central dans la mise en œuvre des orientations du président de la République et du Conseil national de la mécanisation agricole. L'entreprise s'impose, aujourd'hui plus que jamais, comme un acteur discret mais décisif de la souveraineté alimentaire du pays et du développement durable de ses territoires. Le dispositif renforce la sécurité d'utilisation, améliore la productivité et donne à l'agriculteur un appui concret, au quotidien.

Vous avez notamment noué un partenariat avec la CNMA pour

faciliter l'assurance et le financement du matériel. Comment ce type de partenariat s'inscrit-il dans votre stratégie ?

L'accord conclu avec la Caisse nationale de mutualité agricole s'inscrit dans cette même logique d'accompagnement global et de sécurisation de la chaîne de production agricole.

Ce partenariat contribue à créer un environnement plus sécurisé autour de l'acte de production, grâce à des solutions d'assurance adaptées aux réalités et aux spécificités du monde agricole, à une meilleure prise en charge des risques opérationnels liés à l'utilisation des équipements, et à une simplification des démarches administratives souvent perçues comme un frein par les exploitants dans leur quotidien.

L'ambition est de proposer une offre complète et cohérente, structurée autour de trois piliers complémentaires et indissociables : un matériel performant répondant aux exigences techniques des campagnes agricoles successives, une assistance technique de proximité garantissant réactivité et disponibilité sur le terrain à tout moment, et une couverture assurantielle adaptée permettant de faire face sereinement aux aléas climatiques, mécaniques ou économiques.

Cette approche intégrée traduit une vision globale du métier, où l'équipement ne peut être dissocié de son accompagnement ni de sa protection, afin d'offrir aux exploitants des conditions d'activité plus sereines, plus stables et davantage propices à la performance et à la pérennité de leurs exploitations. Elle illustre également la volonté commune des deux partenaires de bâtir un écosystème durable, au bénéfice direct des acteurs de la production agricole nationale et de la sécurité alimentaire du pays.

Quels sont les principaux défis à relever pour élargir l'accès des agriculteurs

aux équipements modernes ?

Plusieurs défis demeurent néanmoins sur ce parcours de modernisation et méritent une attention particulière. Le premier concerne la densification du parc pour répondre à l'ensemble de la demande nationale, dans un contexte où les besoins des exploitants agricoles ne cessent de croître. Cela suppose une logistique rigoureuse, une capacité d'anticipation et une présence de proximité sans faille, capable de couvrir efficacement l'ensemble des zones de production, y compris les plus enclavées. Le deuxième défi est celui de la pérennité des investissements, qui passe par un réseau de maintenance efficace et par la disponibilité rapide des pièces d'origine, condition indispensable pour garantir la continuité du service et éviter toute interruption préjudiciable durant les périodes critiques des campagnes agricoles. Le troisième, enfin, relève du capital humain : la diffusion des technologies modernes exige un effort constant de formation des conducteurs et des techniciens, afin qu'ils puissent maîtriser pleinement les équipements de pointe mis à leur disposition et en tirer le meilleur rendement possible sur le terrain, dans le respect des normes de sécurité et d'efficacité.

Avec l'installation du Conseil national de la mécanisation agricole, comment voyez-vous le rôle d'AgroDrive avec cette nouvelle gouvernance nationale ?

La mise en place du Conseil national de la mécanisation agricole marque à cet égard une avancée importante dans l'organisation de la politique agricole nationale. Cette instance vient structurer et coordonner l'ensemble des initiatives liées à la modernisation des équipements agricoles à l'échelle du territoire. AgroDrive y joue le rôle d'exécutant opérationnel de cette nouvelle gouvernance, se positionnant comme un maillon essentiel entre les orientations stratégiques et leur mise en œuvre concrète sur le terrain. Sa mission consiste à traduire les orientations de l'État en actions concrètes, à rationaliser la distribution des équipements, à organiser les grandes campagnes agricoles et à fluidifier les relations avec l'ensemble des partenaires institutionnels, qu'il s'agisse des ministères concernés, des chambres d'agriculture ou des organismes techniques spécialisés. Cette articulation confère à l'entreprise une responsabilité de premier plan dans l'atteinte des objectifs fixés par les plus hautes autorités du pays, notamment en matière de souveraineté alimentaire et de modernisation du secteur agricole. Elle lui impose, en retour, une exigence de rigueur, de continuité et d'efficacité sur le terrain, ainsi qu'une capacité constante d'adaptation aux besoins évolutifs des exploitants et aux impératifs des campagnes successives.

Quelles sont vos perspectives de développement pour accompagner davantage le secteur agricole national ?

Les perspectives de développement s'inscrivent dans cette même logique de croissance maîtrisée et de renforcement continu des capacités opérationnelles. AgroDrive s'appuie aujourd'hui sur six unités régionales opérationnelles implantées à Adrar, Ouargla, El Meniaa, Médéa, Relizane et Mila. Cette présence territoriale couvre les principaux bassins de production agricole du pays et renforce durablement la proximité avec les exploitants, permettant un accompagnement de terrain plus réactif et mieux adapté aux réalités locales de chaque région.

Sur le plan industriel, des jalons majeurs ont été posés avec la PMAT, partenaire stratégique dans cette dynamique d'équipement et de modernisation. Un premier contrat a permis l'acquisition de moissonneuses-batteuses de forte capacité, destinées à sécuriser la récolte et à optimiser les rendements lors des périodes de forte activité agricole. Un second accord prévoit la livraison de tracteurs puissants et d'outils d'accompagnement de pointe, qui viendront appuyer la préparation des prochaines campagnes de labour-semences. Ces investissements traduisent une volonté claire de doter les régions productrices de moyens techniques performants, tout en consolidant la modernisation progressive du parc matériel d'AgroDrive au service des agriculteurs et de la sécurité alimentaire nationale.

■ A. H.

الأسواق ، الأعمال و الاقتصاد الزراعي

Markets, agricultural economy & Agribusiness

الغلاية

يومية وطنية متخصصة
ديزاد
نزرع اليوم نتحصده غدًا

ص 03

الجزائر ترسم ملامح سيادتها الغذائية بالبحث العلمي

تحسين المرجع الوطني للبذور.. بوابة لتطوير وإنتاج أصناف جديدة

تمضي الجزائر في بناء منظومة وطنية متكاملة للأمن الغذائي تركز على البحث العلمي والابتكار وتثمين الكفاءات الوطنية، إلى جانب حماية الموارد الوراثية الوطنية وتطوير الأصناف النباتية المحلية يمثلان خياراً استراتيجياً لضمان السيادة الغذائية وتقوية قدرة القطاع الفلاحي على مواجهة التحديات المستقبلية.

الوطني والحفاظ عليه لفائدة الأجيال القادمة، ويعزز سيادتنا الغذائية. كما تمت مناقشة مشروع تحسين المرجع الوطني للبذور، بما يواكب التطورات العلمية والتكنولوجية، ويفتح المجال أمام مراكز البحث والباحثين الجزائريين لتطوير وإنتاج أصناف جديدة من البذور تتلاءم مع احتياجاتنا الوطنية والتحديات المناخية. وشملت النقاشات أيضاً سبل حماية الأراضي الفلاحية وضمان استغلالها بشكل مستدام، بما يحقق التوازن بين متطلبات التنمية، والنمو الديموغرافي، والحفاظ على



الموارد الطبيعية.

وتوقف المجلس كذلك عند أهمية رقمنة القطاع الفلاحي، باعتبارها ركيزة أساسية لاتخاذ قرارات مبنية على معطيات دقيقة، وتحسين فعالية السياسات العمومية وتوجيهها. وأكد المشاركون أن المحافظة على الأراضي الزراعية تمثل أحد أهم الضمانات لاستمرار الإنتاج الفلاحي مستقبلاً، داعين إلى تحقيق توازن بين متطلبات التنمية الاقتصادية والنمو الديموغرافي من جهة، والحفاظ على الموارد الطبيعية والأراضي الخصبة من جهة أخرى. كما أوصوا بتعزيز الإطار القانوني والتنظيمي الكفيل بحماية الأراضي الفلاحية، وتشجيع الاستثمار المنتج الذي يساهم في رفع مردوديتها وتحقيق التنمية المستدامة. ووجه وزير الفلاحة الشكر لأعضاء المجلس الوطني العلمي للأمن الغذائي، ولرئيس المجلس البروفيسور عزيزون، على إسهاماتهم العلمية القيمة، ومرافقتهم المستمرة لجهود الدولة في تعزيز الأمن الغذائي وتحقيق التنمية الفلاحية المستدامة.

رضوان د.

وعقدت الدورة الثالثة للمجلس الوطني العلمي للأمن الغذائي، أمس والتي خُصصت لمناقشة عدد من الملفات الاستراتيجية المرتبطة بقطاع الفلاحة والأمن الغذائي. وحسب وزير الفلاحة وليد ياسين تأتي أعمال هذا المجلس تجسيداً لتوجيهات رئيس الجمهورية الرامية إلى إشراك الكفاءات الوطنية العلمية، داخل الوطن وخارجه، في إعداد السياسات العمومية والاستفادة من خبراتها في مختلف المجالات ذات الأولوية.

بنك وطني للجينات لصون الموارد الوراثية النباتية والحيوانية

وقد تناولت أشغال هذه الدورة عدة محاور أساسية، من بينها مشروع إنشاء البنك الوطني للجينات، الذي سيشكل هيئة وطنية لحفظ وصون الموارد الوراثية النباتية والحيوانية، بما يضمن حماية الموروث الجيني

الغلاية

يومية وطنية متخصصة
ديزاد

ص 03

نزرع اليوم لنحصد غدا

رزيق يترأس اجتماعا تقييما لدراسة نتائج مشاركة المصدرين في الفعاليات الخارجية توسيع انتشار المنتج الجزائري في الأسواق الدولية

ترأس وزير التجارة الخارجية وترقية الصادرات، كمال رزيق، الإثنين بالجزائر العاصمة، اجتماعا تقييما خصص لدراسة نتائج مشاركة المصدرين الجزائريين في مختلف الفعاليات الاقتصادية الدولية التي أشرفت الوزارة على تنظيمها.

وأفاد بيان للوزارة أن رزيق أشاد بالنتائج المحققة، معتبرا أن هذه المشاركات "أسهمت في التعريف بالمنتج الجزائري وتعزيز حضوره في الأسواق الخارجية، فضلا عن توفير فرص تجارية جديدة للمؤسسات الوطنية".

وأكد رزيق أن هذه الحصيلة "تعكس نجاح المقاربة التي تعتمد عليها الوزارة في مرافقة المصدرين وترقية الصادرات الوطنية، تنفيذا لتوجيهات رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الرامية إلى تنويع الصادرات خارج قطاع المحروقات، ورفع تنافسية الاقتصاد الوطني، وتوسيع انتشار المنتج الجزائري في الأسواق الدولية".

ودعا الوزير المصدرين إلى "مواصلة استغلال الفرص التي توفرها المعارض والتظاهرات الاقتصادية الدولية لترسيخ مكانة الصادرات الجزائرية وتنويع وجهاتها".

وفي ختام الاجتماع، جدد الوزير التأكيد على "التزام وزارة التجارة الخارجية وترقية الصادرات بمواصلة مرافقة المصدرين والإصغاء لانشغالاتهم، وتوفير مختلف أشكال الدعم والتسهيلات اللازمة لتعزيز حضورهم في الأسواق الخارجية".

ق.و

Forests and rural development



Page: 17

TIZI-OUZOU

Près de 1 500 q de liège et 3 400 m³ de bois déjà récoltés

La Conservation des forêts de la wilaya de Tizi-Ouzou poursuit son dispositif de suivi des chantiers d'exploitation sylvicole dans l'objectif de garantir le bon déroulement des campagnes de récolte du liège et du bois.

Selon les indications fournies sur son compte Facebook, des opérations de contrôle ont été menées, récemment, sur les chantiers confiés à l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR) Djurdjura, ainsi qu'à la SARL Golden Coal. Ces opérations ont concerné plusieurs sites, notamment la forêt de Mizrana, celle de Béni-Djennad, ainsi que le périmètre de reboisement industriel de la commune d'Aït Chafaa. Leur objectif est

de s'assurer du respect des normes techniques et environnementales encadrant les opérations de levée du liège et de coupe du bois, confiées à des opérateurs économiques dans le cadre de conventions établies avec les services forestiers.

Un double bilan positif

D'après les données communiquées sur les ondes de la radio

locale par Mme Takbou, responsable au niveau de la Conservation des forêts, les travaux effectués sur ces différents chantiers ont d'ores et déjà permis de récolter près de 1 500 q de liège et environ 3 400 m³ de bois. Ces volumes, précise la responsable, sont destinés à alimenter les unités de transformation implantées à l'échelle nationale, le liège étant par ailleurs appelé à trouver également des débouchés sur les marchés internationaux.

A noter que cette action s'inscrit dans la continuité des efforts engagés par la Conservation des forêts pour la réussite des campagnes

d'exploitation, qui mobilisent chaque année une main-d'œuvre importante durant la saison estivale.

Au-delà de la dimension économique liée à la valorisation des produits forestiers, ces opérations participent également à la gestion durable du patrimoine sylvicole de la wilaya, dont certaines subéraies figurent parmi les plus importantes du territoire national.

En associant deux structures aux profils différents — une entreprise publique de génie rural et une société privée —, la wilaya de Tizi-Ouzou entend diversifier les intervenants sur ses chantiers, tout en

maintenant un contrôle rigoureux de leurs activités.

Cette approche, selon les responsables du secteur, vise à concilier rendement économique et respect des équilibres écologiques dans une wilaya classée parmi les plus riches en potentialités forestières à l'échelle nationale.

Les services de la Conservation des forêts indiquent, également, que ce suivi se poursuivra jusqu'à la clôture de la campagne, afin de consolider les bilans de production et évaluer la performance des différents chantiers exploités cette saison.

S. A. M.



Page :10

LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Djelfa appelle à renforcer la coordination des acteurs

Les participants à une journée d'étude organisée dimanche à Djelfa ont souligné que la coopération entre les institutions publiques, les centres de recherche et les organismes spécialisés demeure un levier essentiel pour renforcer la lutte contre la désertification et les tempêtes de sable en Algérie. Initiée par la Conservation des forêts et le Centre de recherche en agropastoralisme, cette rencontre a réuni plusieurs partenaires autour des stratégies nationales de protection des écosystèmes, notamment le programme de réhabilitation du Barrage vert.

Le conservateur des forêts par intérim, Mustapha Ben Abdelwahab, a rappelé que la relance du Barrage vert, en octobre 2023, s'est traduit à

Djelfa par un programme de plantation de plus de 16 000 hectares d'espèces forestières et fruitières pour freiner l'avancée de la désertification.

Organisée à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les tempêtes de sable et de poussière, cette rencontre a également permis de mettre en avant les programmes du Haut-Commissariat au développement de la steppe en matière d'aménagement des parcours, de protection des espaces steppiques et de lutte contre l'ensablement, ainsi que les expériences du Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides de Biskra dans la protection des infrastructures sahariennes.

Nabil H.

INCENDIES DE FORÊT

La Protection civile mobilisée sur 26 foyers encore actifs

LA PROTECTION CIVILE A FAIT ÉTAT, HIER À 16H00, D'UN BILAN ACTUALISÉ DE LA SITUATION DES INCENDIES DE FORÊT, de maquis, de broussailles, de cultures agricoles et de palmeraies enregistrés depuis les premières heures de la journée à travers plusieurs wilayas du pays.

Au total, 69 incendies ont été recensés. Parmi eux, 43 ont été totalement maîtrisés, tandis que 26 demeurent en cours d'extinction. Les unités de la Protection civile, appuyées par les services des forêts et les moyens aériens mobilisés, poursuivent leurs interventions afin de circonscrire les différents foyers et d'empêcher leur propagation vers les zones habitées, les exploitations agricoles et les espaces forestiers.

Les incendies toujours actifs sont localisés à Batna (1), Bejaïa (3), Bouira (1), Tlemcen (1), Tizi Ouzou (1), Djelfa (1), Jijel (1), Sétif (2), Saïda (1), Sidi Bel Abbès (1), Guelma (2), Médéa (4), Khenchela (1), Souk Ahras (1) et Mila (3). S'agissant des principaux foyers, un incendie de forêt est en cours dans la commune de Hamala, dans la wilaya de Mila, où d'importants moyens ont été mobilisés, à savoir 22 camions d'intervention, un avion bombardier d'eau BE-200 et quatre hélicoptères de type Mi-26. À Beni Ourtilane, dans la wilaya de Sétif, à la frontière avec la wilaya de Bejaïa, un incendie de maquis et de broussailles est combattu grâce à l'engagement de 16 camions d'intervention et de trois avions de type AT-802. Dans la wilaya de Bejaïa, un incendie de forêt s'est déclaré dans la commune de Beni Maouche, où les équipes d'intervention ont mobilisé 26 camions d'intervention et six avions de type AT-802. À Moulay Larbi, dans la wilaya de Saïda, un incendie de forêt est en cours, avec la mobilisation de 22 camions d'intervention. Dans la wilaya de Bouira, un incendie de forêt est signalé dans la daïra d'El Hachimia, où 15 camions d'intervention et trois avions de type AT-802 sont engagés dans les opérations d'extinction. Enfin, dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, un incendie de forêt demeure actif dans la daïra de Merine, où 21 camions d'intervention sont mobilisés pour venir à bout des flammes.

APPEL À LA VIGILANCE

Les importantes ressources humaines et matérielles déployées illustrent la mobilisation des pouvoirs publics face à la recrudescence des incendies favorisée par les fortes chaleurs

enregistrées ces derniers jours.

Les moyens d'intervention sont adaptés à l'ampleur de chaque sinistre, avec un recours aux bombardiers d'eau et aux hélicoptères dans les zones les plus difficiles d'accès ou présentant un risque élevé de propagation. À ce propos, le lieutenant-colonel Nacim Bernaoui, sous-directeur de l'information et de la sensibilisation à la Direction générale de la Protection civile, a souligné que «la priorité durant les interventions est de préserver les habitations ainsi que les biens des citoyens. Les évacuations préventives permettent avant tout de sauver des vies et offrent aux équipes d'intervention les conditions nécessaires pour travailler efficacement et en toute sérénité».

Le responsable a également rappelé l'importance de la vigilance durant cette période

de fortes chaleurs, appelant les citoyens à éviter tout comportement susceptible de provoquer un départ de feu, notamment à proximité des massifs forestiers, des broussailles et des terres agricoles. Il les a, en outre, invités à signaler tout foyer d'incendie aux services de secours afin de permettre une intervention rapide et de limiter les dégâts.

La Protection civile a indiqué que les opérations de lutte se poursuivent sur l'ensemble des foyers encore actifs. «Les équipes d'intervention demeurent pleinement mobilisées jusqu'à l'extinction complète des incendies et continuent d'assurer un suivi permanent de l'évolution de la situation dans les différentes wilayas concernées», a soutenu l'officier supérieur.

■ Samira Sidhoum

CANICULE ET RISQUES D'INCENDIES À GUELMA

Le plan Orsec à l'épreuve du terrain

Face à un pic de chaleur inédit touchant la wilaya de Guelma, l'exécutif local passe à l'offensive.

Entre simulation en temps réel à Mechta Guigba (Kalaat Bousbaâ), déploiement de bombardiers d'eau AT802 et activation d'un centre de commandement fixe, Guelma déploie l'artillerie lourde pour anticiper le pire. La gestion des risques majeurs ne s'accomode d'aucun à-peu-près. Alors que la wilaya de Guelma traverse une épreuve climatique de grande intensité, marquée par des températures suffocantes dépassant les 44°C durant les journées des 9, 10 et 11 juillet derniers, les autorités locales ont choisi de devancer le péril. Sous la direction du wali de la région, les grands moyens ont été déployés pour tester, grandeur nature, le plan d'urgence et de secours (Orsec) dédié à la lutte contre les incendies de forêt et de récoltes. Un dispositif critique au vu de l'emplacement stratégique des massifs forestiers de Djebel Houara, Bouguelma et Beni Adi.

La caravane de suivi de crise, présidée par le chef de l'exécutif en présence des autorités sécuritaires, militaires et de la Conservation des forêts, s'est déplacée sur le terrain pour une inspection capitale à Mechta Guigba, nichée dans la montagne de Houara (commune de Kalaat Bousbaâ). L'exercice, loin d'être une simple formalité protocolaire, visait à simuler un départ de feu majeur dans cette zone accidentée afin d'évaluer la rapidité de mobilisation des capacités humaines et matérielles, mais surtout la fluidité de la chaîne de commandement en situation de crise aiguë. Sur le théâtre des opérations de Mechta Guigba, la riposte s'est voulue immédiate. Les projecteurs ont été braqués sur l'intervention des avions bombardiers d'eau de type AT802, venus prêter main-forte aux unités au sol.

Ces appareils ont effectué plusieurs largages tactiques successifs, démontrant leur rôle pivot pour circonscrire les flammes dans les reliefs montagneux de Houara et sécuriser les

zones d'accès difficile pour les camions de la Protection civile. La réussite d'une telle mécanique repose entièrement sur la coordination. À ce titre, l'accent a été mis sur l'activation d'un Centre de commandement fixe, garantissant une liaison directe et instantanée entre toutes les instances concernées.

Ce centre a pour mission de suivre l'évolution de la situation minute par minute, en intégrant des variables cruciales telles que les alertes météorologiques et, surtout, la vitesse et la direction des vents, un facteur d'accélération thermique souvent fatal lors des grands brasiers. En parallèle, une inspection rigoureuse des points d'eau et des retenues collinaires a été menée pour optimiser le ravitaillement des troupes.

Toutefois, la riposte technique ne saurait être complète sans un volet préventif rigoureux. Le plan de contingence de la wilaya de Guelma s'appuie sur une stratégie de communication globale. Les autorités ont ainsi mobilisé l'ensemble des canaux dispo-



nibles médias locaux, directions des affaires religieuses via les prêches dans les mosquées, et tissu associatif pour ancrer la culture de la vigilance chez les citoyens.

Les consignes restent d'une fermeté absolue : tolérance zéro face aux comportements à risque, inter-

diction stricte de l'usage du feu à proximité des massifs et obligation de signalement immédiat de la moindre fumée suspecte. Les patrouilles mixtes de surveillance ont été intensifiées sur les axes névralgiques.

■ B. Yacine

BEJAÏA

Feux maîtrisés dans plusieurs communes

Les températures caniculaires qui sévissent depuis plusieurs jours sur la wilaya de Bejaïa n'ont pas manqué d'avoir de fâcheuses conséquences sur l'intégrité des zones boisées et agricoles, sujettes à des départs de feu qui rendent l'atmosphère encore plus favorable aux incendies provoqués naturellement, mais surtout à ceux que la négligence de citoyens inconscients ainsi qu'à des pyromanes poussés par l'intérêt ou des sentiments morbides. La Protection civile, mais aussi les équipes de la Conservation des forêts, ainsi que les associations villageoises des populations riveraines sont ainsi sur le qui-vive depuis plusieurs jours pour circonscrire les départs de feu, avec parfois l'incalculable concours d'avions bombardiers, sans lesquels les

dégâts auraient été encore plus graves. La Protection civile a ainsi indiqué dans un bilan de dimanche au soir l'extinction d'incendies dans les communes de Chemini, Amizour, Sidi Aïch, Ighram, Kherrata et Souk El Tenine. La surveillance se poursuivait pour des incendies maîtrisés dans les communes de Tichy, Barbacha et Draâ El Gaïd, tandis que d'autres feux étaient toujours en cours au niveau d'Amizour, notamment Beni Maouche, où les équipes de la Protection civile de Bejaïa ont été épaulées par celles des wilayas de Djelfa et Laghouat. Ce sinistre a aussi nécessité la mobilisation de 50 agents, de 13 camions anti-incendies, 2 ambulances, 2 véhicules pour les communications, et surtout l'intervention de moyens aériens, soit 3 avions AT-802

bombardiers d'eau, a indiqué la direction de la Protection civile de Bejaïa. Les flammes continuaient à courir jusqu'à lundi matin à Beni Maouche, où les autorités civiles, sécuritaires et militaires s'étaient rendues pour superviser les opérations d'extinction. Ces efforts continus ont finalement abouti à la circonscription de l'incendie.

Il est à signaler que les services de la Protection civile de Bejaïa n'ont jusqu'ici déploré aucune victime humaine. De même, les champs céréaliers n'ont pas été affectés et la campagne de moissons-battages se poursuit dans des conditions normales certes, mais dans la vigilance.

■ O. M.

GESTION DES RISQUES MAJEURS L'ALGÉRIE ADOPTE UNE STRATÉGIE PROACTIVE

Alors que le pays traverse un épisode de fortes chaleurs, propice au déclenchement des feux de forêt, le dispositif national de prévention et de lutte contre les incendies démontre son efficacité.

■ MOKRANE AÏT OUARABI

Gâce à une stratégie fondée sur l'anticipation, la rapidité d'intervention et la mobilisation de moyens modernes, les départs de feu sont rapidement circonscrits et maîtrisés, limitant ainsi les dégâts sur le patrimoine forestier et les terres agricoles. Au cours des deux derniers jours, les unités de la Protection civile ont déclenché le dispositif spécial de lutte contre les incendies de forêt et de récoltes, ayant permis d'éteindre 197 feux à travers l'ensemble du territoire national. Du 9 au 11 juillet, les unités de la Protection civile ont également maîtrisé 271 incendies du couvert végétal, dont 25 feux de forêt, 12 incendies de maquis, 47 de broussailles, 86 touchant les récoltes.

La rapidité des interventions a permis de circonscire les foyers avant leur propagation, évitant des pertes humaines mais aussi des dégâts environnementaux et économiques importants. Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard mais plutôt le résultat tangible d'une stratégie nationale de prévention des risques majeurs, substantiellement renforcée ces dernières années sous l'impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L'acquisition de moyens de pointe, notamment des canadiens, le recours aux drones pour la surveillance des massifs forestiers, le renforcement des capacités de la Protection civile et la mise en place de plans spécifiques de protection des récoltes, en particulier céréalières, ont considérablement amélioré l'efficacité du dispositif. En plus de la lutte contre



les incendies, l'Algérie a profondément revu son approche de la gestion des risques majeurs. La priorité est désormais accordée à la prévention, à la préparation et au renforcement de la résilience des territoires, plutôt qu'à la seule gestion de l'urgence des catastrophes.

Autrement dit, l'anticipation des risques devient le pilier de cette nouvelle approche qui a déjà prouvé son efficacité sur le terrain. Cette évolution est d'ailleurs saluée à l'échelle internationale. La Banque mondiale a relevé « une véritable prise de conscience en Algérie », estimant que les incendies de forêt ne constituent plus uniquement une problématique environnementale, mais un

véritable enjeu de développement. L'institution a notamment mis en avant la loi de 2023 relative aux forêts et aux richesses forestières, qui vise à assurer leur préservation, leur valorisation et leur exploitation durable dans le cadre d'une vision intégrée.

L'Algérie a également renforcé son arsenal juridique en promulguant, en 2024, la loi n°24-04 portant règles de prévention, d'intervention et de réduction des risques de catastrophes dans le cadre du développement durable. Ce dispositif confère à la Délégation nationale aux risques majeurs (DNRM), placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, un rôle central dans la

coordination de la politique nationale de prévention. Ses missions vont de l'anticipation des risques naturels et industriels à la promotion d'une culture de prévention en passant par la coordination de la stratégie nationale de gestion des risques majeurs conformément au Cadre de Sendai adopté à la troisième Conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophes. La DNRM est également en charge de l'évaluation des plans de prévention, de l'élaboration de rapports destinés aux hautes autorités et de la mise en place de plans spécifiques d'intervention pour sécuriser les sites industriels sensibles et les zones vulnérables. Ainsi, la stratégie

nationale de gestion des risques majeurs ne se limite pas aux incendies de forêt. Elle englobe également la prévention des inondations, des séismes, des risques industriels ainsi que la lutte contre les invasions acridiennes. À ce titre, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a affirmé, à travers plusieurs réunions interministérielles, le plan d'actions préventives mis en place pour contenir la propagation des criquets pèlerins dans certaines wilayas du sud-ouest du pays.

Ces réunions ont permis de renforcer la vigilance et d'assurer une réponse rapide face à cette menace sur les récoltes agricoles. L'utilisation des données satellitaires et les analyses prospectives ont justement permis d'anticiper les mouvements potentiels des essaims et d'ajuster les plans d'intervention s'appuyant sur l'expérience déjà acquise lors des campagnes de lutte précédentes. Cette stratégie préventive, axée sur la détection précoce et la rapidité d'intervention, a démontré son efficacité. Les wilayas frontalières du Sud, considérées comme la première ligne de défense contre toute invasion acridienne, ont vu leurs dispositifs de veille renforcés. En investissant dans les technologies de surveillance, en évaluant régulièrement les dispositifs de veille et en renforçant la coordination entre les différents intervenants, l'Algérie affirme progressivement un modèle de gestion des risques majeurs plus moderne, plus intégré et davantage orienté vers la protection durable des populations, des ressources naturelles et de l'économie nationale.

M. A. O.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Page :02

CAMPAGNES DE SENSIBILISATION CONTRE LES INCENDIES À TRAVERS LE PAYS « Attention, on ne joue pas avec le feu »

Sur tout le territoire national, la mobilisation ne faiblit pas. Les campagnes de sensibilisation pour prévenir les incendies de forêts et des récoltes agricoles se poursuivent à un rythme soutenu dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Ces campagnes, menées en exécution des instructions du ministre du secteur Saïd Sayoud, sont supervisées par les autorités locales et les services de la Protection civile, avec la participation des

différents secteurs et organismes concernés, afin de « limiter les causes des incendies et d'ancrer les comportements préventifs chez les citoyens », a précisé la même source. Ces actions comprennent l'organisation de journées d'information et de rencontres de proximité, ainsi que des actions de sensibilisation sur le terrain au profit des agriculteurs, des habitants des zones forestières et des visiteurs des espaces naturels, au cours desquelles des conseils et des orientations y sont fournis concernant les moyens de

prévention des incendies ainsi que les mesures à suivre pour éviter leur déclenchement ou limiter leur propagation. Dans cette optique les opérations de distribution de dépliants et d'affiches de sensibilisation sont intensifiées, et divers moyens d'information et de communication ainsi que les réseaux sociaux sont également exploités afin de diffuser les messages de prévention, tout en insistant sur l'importance de signaler immédiatement tout incendie ou tout comportement susceptible d'en provoquer, afin de favori-

ser une intervention rapide et de limiter les dégâts. Ces campagnes s'inscrivent dans le cadre de « l'approche préventive » adoptée par les pouvoirs publics, visant à faire du citoyen « un partenaire essentiel dans la protection de la richesse forestière et des récoltes agricoles, ainsi que dans le renforcement de la conscience collective quant à l'importance de préserver les ressources naturelles et les biens, en sus de renforcer la sécurité alimentaire du pays », a conclu le communiqué.

L. Zeggane



Regional news

MASCARA

CAMPAGNE MOISSONS-BATTAGES 2025-2026

UNE BONNE SAISON EN PERSPECTIVE

■ De notre correspondant :
ABDELKADER BENMECHTA

Considérée à juste titre comme étant une opération importante relative à la production céréalière, la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 est entrée dans sa dernière phase dans la wilaya de Mascara. Cette manœuvre concerne une superficie globale de 59.211 hectares emblavés en céréales, répartis à travers les différentes communes de la wilaya. Tels que mentionnés sur le communiqué de la Direction des Services Agricoles (D.S.A), les chiffres de la campagne confirment la place centrale qu'occupe la céréaliculture dans l'activité agricole locale. L'orge représente la culture la plus répandue avec près de 28. 000 hectares, suivi du blé dur qui couvre 20.000 hectares. Les superficies consacrées au blé tendre atteignent 5.000 hectares, tandis que l'avoine occupe environ 3.000 hectares. Avec le début des récoltes, l'attention se porte désormais sur les résultats attendus de la campagne et sur la capacité des différents intervenants à assurer la collecte des productions dans les meilleures conditions.

C'est ainsi que les premières estimations tablent sur une récolte de 250.000 quintaux de blé dur, 90.000 quintaux de blé tendre et 150.000 quintaux d'orge. Au total, la production céréalière prévisionnelle devrait dépasser le seuil des 500.000 q. L'ampleur des superficies concernées et les volumes attendus imposent une organisation rigoureuse



sur le terrain. Le même communiqué fait ressortir que les services agricoles, les organismes concernés et les opérateurs mobilisés sont appelés à coordonner leurs actions afin d'assurer le bon déroulement de la campagne.

La réussite de cette phase ne dépend pas uniquement du niveau de production enregistré dans les champs, mais également de l'efficacité des opérations de récolte, de transport et de stockage. Dans ce contexte, l'accent a été mis sur la nécessité de mobiliser l'ensemble des moyens humains et matériels disponibles afin de garantir le succès

de la campagne. Dans cette optique, les autorités ont également insisté sur l'importance de l'accompagnement des agriculteurs et sur la prise en charge rapide des contraintes susceptibles d'apparaître au cours de cette période particulièrement sensible de la saison agricole. Cette démarche revêt une importance particulière en raison de la diversité des conditions d'exploitation observées d'une région à l'autre. Néanmoins, les besoins en matériel agricole, en main-d'œuvre et en moyens de transport varient selon les exploitations et les zones de production. Mais l'acheminement des récoltes vers les

centres de collecte et les structures de stockage constitue ainsi un enjeu majeur des prochaines semaines. En outre, pour la concrétisation des objectifs assignés, le respect des délais demeure un facteur déterminant. Selon les agriculteurs, «une récolte réalisée au moment opportun permet de préserver la qualité des céréales et de limiter les pertes susceptibles d'affecter les rendements. Les différentes interventions doivent, donc, être menées dans un calendrier maîtrisé afin de sécuriser les productions obtenues après plusieurs mois de travail dans les exploitations agricoles.

La campagne de moisson-battage constitue ainsi un test concret pour l'ensemble de la filière céréalière de la wilaya». Après la période des semis, du suivi des cultures et des travaux d'entretien, l'heure est désormais à la valorisation des efforts consentis tout au long de la saison.

Cette étape déterminera les volumes qui rejoindront effectivement les circuits de stockage et de distribution. Les données enregistrées pour la saison agricole 2025-2026 confirment enfin que la production céréalière demeure l'un des principaux piliers de l'agriculture dans la wilaya de Mascara.

Le succès de la campagne en cours reposera sur la qualité de l'organisation mise en place, la disponibilité des moyens nécessaires et la capacité des différents acteurs à accompagner les agriculteurs jusqu'à l'achèvement des opérations de récolte.

A. B.

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Page :08

TIPASA. CÉRÉALES

Production prévisionnelle de plus de 188.000 quintaux

Une production prévisionnelle de près de 188.600 quintaux de céréales (toutes variétés confondues) est attendue dans la wilaya de Tipasa à l'issue de la campagne moisson-battage 2025/2026, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Cette production prévisionnelle se répartit à raison de 145.000 quintaux de blé dur, 32.300 quintaux de blé tendre et plus de 10.450 quintaux d'orge, selon la même source, qui a souligné l'affectation d'une superficie globale de plus de 7.200 hectares à la céréaliculture, pour la présente saison agricole. Les moyennes de rendement pour cette saison sont de 27,5 qx/ha pour le blé dur, 26 qx/ha pour le blé tendre et 20 qx/ha pour l'orge, selon les précisions de la DSA.

Les superficies emblavées se répartissent entre 5.390 ha de blé dur, 1.242 ha de blé tendre et plus de 525 ha d'orge, selon la même source. Lors du lancement offi-



PH: DR

ciel de la campagne moisson-battage 2025-2026, organisé la semaine dernière dans une exploitation agricole privée de la commune de Sidi Amar, le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaouli, a insisté sur la nécessité de mobiliser tous les moyens nécessaires afin d'assurer le succès de cette campagne.

Les services de la wilaya ont également indiqué que, conformément aux instruc-

tions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, une cellule d'accueil et de suivi des préoccupations des agriculteurs et des professionnels de la filière céréalière a été mise en place, notamment en vue de la prise en charge des doléances relatives à la disponibilité des équipements et des machines de récolte, ainsi que des structures de stockage.

MILA. AIL **Une production** **de plus de 1,619** **millions qx** **réalisée cette** **saison**

La wilaya de Mila a réalisé au titre de l'actuelle saison agricole 2025-2026 une production de 1.619.325 quintaux d'ail, a-t-on appris de la Direction locale des services agricoles.

Selon le chef du service de régulation de la production et d'appui technique de cette direction, Mohamed Bougouiten, cette "quantité importante" a été récoltée sur une superficie globale estimée à 2.887 hectares essentiellement concentrés dans la partie Sud de la wilaya au périmètre d'irrigation de Teleghema comprenant les communes d'Oued Atmania, Oued Seggan, Teleghema et Mechira.

La production obtenue cette saison "a dépassé les prévisions des services agricoles" qui prévoyaient une récolte avoisinant 1,55 millions quintaux, selon le même cadre. Cette performance a été favorisée par les conditions climatiques ayant caractérisé cette saison agricole au côté de la maîtrise par les agriculteurs de filière de l'itinéraire technique de cette spéculation dans laquelle "la wilaya de Mila s'affirme en leader à l'échelle nationale", a ajouté la même source. Une partie de cette production, a-t-on expliqué, sera transférée vers les chambres froides pour être stockées dans le cadre du programme de régulation de l'ail.

Fisheries and Aquaculture

Le Crasc «ausculte» les marins pêcheurs

CETTE INITIATIVE marque une étape importante dans la prise en compte des enjeux sanitaires liés au secteur halieutique.

Les conditions de santé des marins pêcheurs en Algérie font désormais l'objet d'une attention scientifique approfondie. Un programme de recherche de terrain, conduit par le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), s'attelle à décrypter les impacts physiques et psychologiques d'un métier réputé pénible, mais encore insuffisamment étudié sous l'angle de la santé globale. Dernière escale de cette enquête d'envergure, la wilaya d'Oran où une opération a été menée en étroite collaboration avec la Chambre de la pêche et de l'aquaculture, sous la coordination des services locaux du secteur. Cette étape s'inscrit dans une démarche visant à produire des données fiables sur les réalités quotidiennes des professionnels de la mer. Au cœur de cette mission, les chercheurs ont ciblé un groupe spécifique d'acteurs du secteur, notamment ceux impliqués dans l'évaluation des compétences et des parcours professionnels. Ce choix stratégique permet d'affiner la compréhension des dynamiques sociales, des contraintes psychologiques et des trajectoires individuelles qui façonnent l'exercice de cette activité. L'étude repose sur une architecture méthodologique en trois volets distincts. Dans un premier temps, une phase de diagnostic approfondi est déployée. Elle consiste à collecter des informations détaillées sur les conditions de travail, l'environnement professionnel et les parcours des marins. Cette étape intègre également une dimension clinique et psychosociale, afin d'analyser les



Un métier réputé pénible.

interactions complexes entre les exigences du milieu maritime et l'état de santé des travailleurs. La deuxième phase s'oriente vers une approche opérationnelle centrée sur la prévention. Elle vise à identifier, de manière précise, les pathologies professionnelles ainsi que les risques socioprofessionnels liés à l'activité de pêche. L'ambition est de constituer une base de données scientifique solide, susceptible de servir de socle à l'élaboration de stratégies de prévention efficaces et durables. Enfin, le troisième volet du programme se projette dans une logique prospective. Il s'agit de formuler des recommandations concrètes fondées sur les résultats du terrain à destination des décideurs publics et des institutions concernées. Ces propositions devraient contribuer à renforcer les dispositifs de couver-

ture sanitaire, tout en améliorant les conditions socio-économiques des marins pêcheurs. Pour les responsables du projet, cette initiative marque une étape importante dans la prise en compte des enjeux sanitaires liés au secteur halieutique. En s'appuyant sur des données empiriques et une approche multidisciplinaire, elle ambitionne de combler un déficit de connaissance longtemps observé. Au-delà de la dimension scientifique, cette recherche ouvre la voie à une meilleure reconnaissance des contraintes spécifiques du métier de marin. Elle pourrait, ainsi, favoriser l'émergence de politiques publiques plus adaptées, capables de concilier performance économique du secteur et protection durable de la santé des professionnels, qui en constituent le pilier.

W.A.O